

bonne partie de la poussée inflationniste que nous connaissons maintenant en 1975.

J'ai remarqué que le président du Conseil privé impute, si l'on peut dire, les pressions inflationnistes actuelles dans l'économie à ceux qui demandent des augmentations de salaires plus importantes. Voilà certes une étrange déformation des faits. Le gouvernement ne fait pour ainsi dire rien pour contrecarrer l'inflation. Alors, lorsque ceux qui veulent rétablir leur revenu pour compenser l'inflation se font entendre, le gouvernement les condamne. Comme nous l'avons déjà proposé à l'occasion d'une question posée aujourd'hui au ministre des Finances, tandis que se déroulent ces longs et ennuyeux entretiens en vue de dégager un consensus, le gouvernement devrait mettre un peu d'ordre dans ce domaine en établissant des lignes directrices provisoires. Dans tous les secteurs de l'économie, on saurait alors quelles sont, dans la situation économique actuelle, les augmentations de salaire que le gouvernement estime convenables. Le gouvernement se doit de donner ces prévisions à ceux qui négocient actuellement.

● (1620)

Le gouverneur de la Banque du Canada a souligné l'urgence de la situation, les conséquences désastreuses qu'elle peut avoir et le mal causé par le processus inflationniste, si nous lui laissons libre cours. Pourtant, le gouvernement ne nous offre rien, sinon des propos contradictoires laissant entendre que des entretiens se poursuivent aux conférences visant à dégager un consensus, et que des décisions seront prises le moment venu. Monsieur l'Orateur, le moment est maintenant venu.

Nous devrions avoir parmi nous, au lieu du président du Conseil privé, le ministre des Finances, qui devrait présenter aujourd'hui un nouveau budget afin de trouver une solution aux problèmes qui se posent actuellement au Canada. Si le ministre des Finances n'était pas disponible, le premier ministre (M. Trudeau) aurait dû venir à la Chambre pour expliquer exactement où va l'économie et quelles mesures il envisage, avec son ministre des Finances, pour ramener l'inflation à un niveau qui permette d'améliorer considérablement la situation de l'emploi actuelle et prévisible.

A ce sujet, je voudrais parler du reste de la motion présentée par le Crédit social. Non seulement on y déplore que le gouvernement reste inactif devant l'inflation et en rende responsable la situation internationale, mais on y blâme également le gouvernement d'ignorer les propositions concrètes du Crédit social, qui offrent une solution à l'inflation et à la hausse injustifiée des prix, et en particulier d'ignorer la proposition d'accorder à tous les consommateurs canadiens un escompte compensé sur tous les produits alimentaires faits au Canada.

Les députés du Crédit Social qui ont proposé et appuyé la présente motion doivent expliquer aux autres députés en quoi consiste précisément ces propositions concrètes dont ils parlent. Ils devraient aussi préciser avant que nous nous prononcions à 9 heures 45, ce qu'ils ont à l'esprit quand ils parlent d'une proposition visant à accorder à

L'inflation

tous les consommateurs un escompte compensé sur toutes les denrées alimentaires produites au Canada. Franchement, je ne vois pas de quoi il retourne et j'espère que d'ici 9 h 45, on nous fournira une explication détaillée de ce que les motionnaires et même le Crédit social, entendaient en rédigeant la dernière partie de leur motion. S'agit-il de ce dont le président du Conseil privé fait mention, une sorte de programme de subventions destiné aux cultivateurs et aux producteurs d'aliments?

J'aimerais répéter que nous croyons que la situation financière canadienne actuelle autoriserait des réductions d'impôt. Nous avons même précisé que cette réduction d'impôt devrait être de l'ordre de 500 millions de dollars. Autrement dit, une réduction variant de \$60 à \$150 pour la majorité des contribuables canadiens. Nous croyons également qu'il faudrait supprimer toute taxe de vente sur les matériaux de construction et que l'intérêt hypothécaire dépassant 8 p. 100 devrait être déductible du revenu imposable. Nous croyons que ce serait des mesures valables pour stimuler l'économie et qu'elles ne favoriseraient pas l'inflation, en définitive.

Je rappellerai que le gouvernement actuel a laissé les dépenses s'accroître excessivement. Nous avons été fort ébranlés quand le ministre des Finances a déclaré si franchement lors d'une séance d'un comité qu'il était d'avis que l'opportunisme politique devait l'emporter sur les responsabilités d'ordre économique. Si, aujourd'hui, nous sommes aux prises avec des problèmes d'inflation et de chômage, c'est que le gouvernement a fait preuve d'irresponsabilité dans ses politiques fiscales et monétaires ces dernières années.

M. Max Saltsman (Waterloo-Cambridge): Monsieur l'Orateur, j'attends avec impatience le jour où les conservateurs auront la possibilité de constituer le gouvernement. J'ai hâte de voir avec quelle sorte de budget ils pourront combattre l'inflation et relancer l'économie en même temps. Le parti conservateur ne manque pas, bien sûr, de personnes de valeur. Mais il me semble que, dans l'hypothèse où il y aurait un gouvernement conservateur, il faudrait presque un miracle pour atteindre cet objectif. Je ne dis pas qu'on ne puisse y arriver. Mais pour réussir—j'espère que mes honorables amis de droite voudront en prendre note, et peut-être même en tenir compte s'ils arrivent au gouvernement—il faut opérer une redistribution massive des revenus, en prélevant sur les plus élevés au profit des plus faibles. C'est ainsi qu'on peut résorber le chômage, stimuler l'économie et arrêter l'inflation. Ce qu'il faut, c'est une forte progressivité de l'impôt sur le revenu. Comme je viens de le dire, c'est avec grande impatience que j'attends le jour où mes amis de droite feront voir la façon dont ils s'y prennent.

Une voix: Attendez un peu.

M. Saltsman: J'ai tout le temps, il me reste encore au moins trois ans. Ceux qui soulèvent la question de l'inflation manquent tout à fait de franchise à mon avis. J'avais l'intention de dire qu'ils ne connaissent pas le sujet, mais non. Je ne pense pas qu'il s'agisse d'ignorance. Pourtant, ils n'usent pas de franchise quand ils parlent en public.